

**DECLARATION DU VENDREDI, 8 AOUT 2014, DES BAGUMYABANGA SANS VOIX DU
CNDD-FDD EN RAPPORT AVEC LES ELECTIONS DE 2015**

Les représentants des Bagumyabanga qui ont été spoliés de leurs droits d'opinion et de renforcement de la Démocratie au sein du CNDD-FDD se sont réunis à Nairobi au Kenya en date du 8 Août 2014 en vue d'étudier les préparatifs des élections de 2015 qui, visiblement, deviennent de plus en plus inquiétantes.

Les points à l'ordre du jour étaient les suivants :

LES BAGUMYABANGA SANS VOIX DU CNDD-FDD ;

Considérant le niveau de la Démocratie au sein du CNDD-FDD ;

Eu égard au morcellement des partis politiques qui ont une grande popularité ainsi que le harcèlement de certains politiciens ;

Vu le harcèlement des leaders de la société civile et des media ;

Considérant la mise en application de la feuille de Route vers les élections de 2015 convenue entre le gouvernement, les anciens chefs d'Etat et les leaders des partis politiques, sous les auspices du Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations-Unies au Burundi ;

Tenant compte de la pauvreté qui hante le peuple burundais ces derniers jours ;

TROUVENT QUE :

1. L'état de la Démocratie au sein du CNDD-FDD laisse à désirer étant donné que les Bagumyabanga, membres de ce parti ne peuvent plus élire leurs représentants depuis le niveau collinaire jusqu'au sommet. Pire encore, le niveau national pose beaucoup de problèmes puisque ça se fait aux yeux des intellectuels des autres partis politiques, de même que les leaders de la Société Civile et des Organisations internationales ou de tous ceux qui suivent de près la Démocratie au Burundi. Le Président du parti est nommé par le Président de la République en lieu et place du Conseil des sages sous l'œil compatissant des Congressistes qui ne peuvent pas lever un petit doigt devant lui. C'est toujours le Président de la République qui prend toutes les décisions de la base au sommet, ce qui implique que nul ne peut s'opposer à ses décisions unilatérales. D'aucuns se posent la question de savoir le rôle du congrès eu égard aux desiderata des membres de ce parti.

2. Tout cela ne fait que phagocyter le parti partout à travers le pays ce qui entache même les conseils communaux dans lesquels on observe des destitutions arbitraires avec un impact très négatif sur le fonctionnement du parti et du pays. Les exemples

sont légion dans nombreuses communes ou les conseils communaux ne fonctionnent plus ou ne se réunissent que pour les destitutions. S'agissant du Président du parti qui a été désigné, ses mandats ne se terminent pas et personne n'ose lever son petit doigt. Les statuts et le Règlement d'Ordre Intérieur du parti stipulent que les représentants des membres à tous les niveaux sont nommés par le congrès mais ils sont actuellement destitués par de simples correspondances des chefs.

3. Les Bagumyabanga sans voix trouvent que la négligence qui caractérise les dirigeants du parti a provoqué un désintéressement des bagumyabanga au CNDD-FDD ce qui pousse ces dirigeants à s'adonner à des recrutements dans les autres partis après leur fragmentation ou en les empêchant de travailler. Ce qui est plus intrigant c'est que pour certains leaders des partis pour lesquels les bagumyabanga sans voix avaient proposé un secours mais en vain, se trouvent actuellement eux aussi des cibles.

Le ministre de l'intérieur ne ménage aucun effort pour intimider ceux qui tentent la réunification. Cela ternit l'image du CNDD-FDD au moment où ceux qui sont chargés de détruire leurs propres partis n'apportent pas de membres au CNDD-FDD.

4. Le harcèlement des journalistes par des convocations répétitives de même que les leaders de la société civile a atteint le seuil de la tolérance. En effet, le cas le plus parlant est l'emprisonnement du Président de l'APRODH, monsieur Pierre Claver MBONIMPA au moment où les autres sont aussi en attente. Il est plus que claire qu'on ne peut pas espérer des élections transparentes dans ce climat qui cache beaucoup d'entorses. Les bagumyabanga sans voix souhaitent des élections crédibles qui ne sont pas susceptibles de contestations ; ils aimeraient aussi des élections qui ne sont pas sanglants comme ça a été après celles de 2010 car le programme **SAFISHA** a terni l'image du parti à cause des zélés des corps de défense et de sécurité qui ont voulu faire croire aux non-avisés qu'ils travaillent pour le compte du CNDD-FDD alors que non.

5. Le gouvernement ne veut en aucun cas mettre en application la Feuille de Route vers les élections de 2015 car il croit qu'elle viendrait corriger ses propres pièges. Le parti ne fait qu'en souffrir aux yeux de la communauté nationale et internationale puisque le pays a toujours besoin de ses aides. L'on ne saurait passer sous silence le rôle des organisations internationales de défense des droits de l'homme comme Human Rights Watch et Amnesty International qui nous ont aidés au moment de la lutte politique armée. Ceci montre que nous allons affronter des élections qui ternissent l'image de notre pays étant donné que certains proches du pouvoir nous confirment que certains pays européens soutiennent inéluctablement la candidature inconstitutionnelle.

6. La pauvreté sans précédent hante la population burundaise à cause de la malversation et les détournements des deniers publics qui causent la marginalisation et le désistement des bailleurs de fonds. Au lieu de mettre en application ce qui est demandé, le gouvernement continue à traire la population déjà paupérisée puisque la

production en matière de l'agriculture et de l'élevage est très précaire devant les impôts et taxes exorbitants de l'Office Burundais des Recettes (OBR). L'environnement politique n'est pas requis uniquement pendant la période électorale mais aussi en faveur des bailleurs de fonds et les investisseurs. L'accalmie du pays profite à la population et à la Démocratie.

DE TOUT CE QUI PRECEDE, LES BAGUMYABANGA SANS VOIX DEMANDENT AU GOUVERNEMENT, A LA COMMUNAUTE NATIONALE ET INTERNATIONALE CE QUI SUIT:

Son Excellence Monsieur le Président de la République devrait laisser le champ de la Démocratie au sein du CNDD-FDD, laisser les membres élire leurs représentants à tous les niveaux ce qui permettra au pays d'avoir des dirigeants dignes, respectables et crédibles. C'est la solution aux différends qui opposent souvent les membres d'une même famille politique. Dans ces conditions, les partis politiques seront dirigés par les hommes qu'il faut au moment voulu en faveur de la Démocratie et leur fonctionnement interne.

Au sein du CNDD-FDD, certains responsables que ce soit au Gouvernement ou au parti, doivent cesser de manipuler et d'inciter ceux qui détruisent leurs propres partis dans l'unique dessein de gagner des postes politiques et surtout ceux qui n'ont pas des adesptes. Le parti ne gagne rien de telles pratiques. La crédibilité que le CNDD-FDD avait décrochée lors de la lutte politique armée pour la défense de la Démocratie basée sur le multipartisme est entrain de disparaître. Les bagumyabanga demandent à tous ceux qui peuvent faire quelque chose (sans faut fouillant comme ça a été jusqu'il y a peu) de s'investir pour que le programme de torpiller clandestinement les partis politiques cesse pour l'intérêt supérieur de la paix et la sécurité dans le pays.

Pierre Claver MBONIMPA n'est pas l'ennemie du CNDD-FDD ou de quiconque réside au Burundi ou à l'étranger. Ce n'est pas quelqu'un qui peut fuire le pays; les bagumyabanga sans voix demandent au Gouvernement de le laisser prévenu libre. Ce qu'ils demandent ne consiste pas à favoriser l'impunité comme le dit Philippe NZOBONARIBA, porte parole du Gouvernement en réplique aux propos de l'Amnesty International. Les bagumyabanga sans voix demandent que l'intimidation de tous ceux qui peuvent être des témoins des élections transparentes cesse. Quant aux journalistes qui sont d'ailleurs appolitiques s'engagent à être l'oeil de tout le peuple burundais et la communauté internationale en matière électorale et pour tout ce qui se passe dans le pays. Il leur est demandé de rester vigilants pour l'intérêt supérieur de tout le peuple burundais.

Les bagumyabanga sans voix demandent à la communauté internationale, spécialement l'Organisation des Nations Unies de ramener le Gouvernement du Burundi pour mettre en application la Feuille de Route vers les Elections de 2015. Faute de cela, ces élections

seront vouées à l'échec et n'apporteront que le désespoir et la désolation plus qu'hier. Les bagumyabanga sans voix demandent aux pays qui prêtent main forte à ce programme ignoble de se ressaisir car ça risque de ternir les relations diplomatiques et la confiance du peuple burundais, et tous les retombées négatives seront collées à leur dos.

Les bagumyabanga sans voix demandent au Gouvernement de libérer les prisonniers politiques sans exception, ici nous citons nommément l'Honorable El-Hadj Hussein Radjabu et ses coaccusés, les membres du parti MSD, ceux du FNL qui ne sont victimes que de leurs opinions. Il en est de même de ceux qui ont été emprisonnés avec le journaliste Hassan RUVAKUKI qui doivent recouvrer leur liberté. Le Gouvernement doit cesser de traquer ceux qui fuient le pays et qui croupissent dans les camps de réfugiés de KAKUMA au KENYA, MBARARA en UGANDA pour qu'ils regagnent leur patrie dans la dignité. Cela permettra de redorer l'image du pays aux yeux de la communauté internationale et des bailleurs du Burundi, ce qui allègera le fardeaux des impôts et taxes.

En conclusion, au cours de cette réunion, les bagumyabanga sans voix ont trouvé qu'en plus de leur équipe, il existe d'autres membres de ce parti qui sont épris du respect de la loi. Ces deux groupes comportent ceux qui ne sont pas dans les organes dirigeants du parti et ceux qui y sont pour des raisons stratégiques. Les participants dans cette réunion se sont convenus d'approcher tous ces groupes afin de préparer ensemble les élections prochaines. Ce qui sera convenu après ces rencontres sera communiqué à travers des correspondances. Désormais, les bagumyabanga doivent comprendre qu'ils se coaliseront avec quiconque pour redresser ce pays et sauvegarder les acquis des accords de paix et de cessez-le-feu.

Nous demandons à tous les bagumyabanga et tout le peuple burundais d'être courageux et résister aux machinations d'un petit groupe qui n'aime pas les bagumyabanga et le pays.

Que Dieu Tout Puissat préserve les bagumyabanga et le peuple burundais du malheur, des malédictions de tout genre qui peuvent leur arriver à cause d'un petit groupe de récarcitants.

Fait à Nairobi, le 8 Août 2014

POUR LES BAGUMYABANGA SANS VOIX,

L'HONORABLE **Manassé NZOBONIMPA**

PORTE PAROLE